

# La lettre de Mouvement Communiste

Numéro 2

Avril 2002

## L'ANTIMONDIALISATION, VARIANTE MODERNE DEGENEREE DU SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS

La critique des nouvelles campagnes des anti-mondialistes contre "*la financiarisation et la marchandisation du monde*", passe d'abord par le rappel de quelques points fermes, dont notamment le rapport entre le capitalisme et le marché mondial, ainsi que celui entre le capital productif et le capital dit financier dans l'économie moderne. Cette dernière, si l'on se réfère à l'élaboration de Marx et Engels, se caractérise précisément par la généralisation du crédit, devenu toujours plus nécessaire à l'accumulation du capital.

### LE MARCHE MONDIAL AUX ORIGINES DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

L'existence du mode de production capitaliste et du marché mondial sont inséparables.

Le marché mondial est la condition de l'accumulation primitive de capital et du développement du mode de production capitaliste. C'est d'abord dans la circulation des marchandises et donc dans le commerce international que réside le point de départ du capitalisme.

A cette époque (15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> siècles), la soif inextinguible d'or régnait en Europe et constituait – en accélérant le processus de décomposition de la féodalité lancé par l'usure, première forme rudimentaire du crédit – le moteur principal des grandes découvertes des Amériques, des Indes et de l'Extrême-Orient.

Grâce à la navigation - déjà investie par la bourgeoisie -, le commerce international – et donc la circulation – va littéralement exploser, apportant chaque fois davantage d'or, d'argent et de métaux précieux. L'expansion de la navigation commerciale est l'une des conditions de l'apparition du mode de production capitaliste.

*"Le marché mondial constitue alors de nouveau à la fois le présupposé du tout et son porteur."<sup>1</sup>*

En ce sens, la naissance du capitalisme correspond à la circulation de marchandises et à l'établissement d'un marché mondial.

*"A l'origine, la production fondée sur le capital partait de la circulation ; nous voyons maintenant qu'elle pose la circulation comme sa propre condition, et pose aussi bien le procès de production dans son immédiateté comme moment du procès de circulation que le procès de circulation comme phase du procès de production pris dans sa totalité."*

Le capitalisme élargit sans cesse le périmètre de ce marché mondial en surmontant toutes les barrières géographiques, en détruisant ou en soumettant les modes de productions précédents.

Rien de nouveau sous le soleil capitaliste. Depuis ses débuts, le capitalisme est mondial.

### LE DEVELOPPEMENT INEGAL DU CAPITALISME

La "*mondialisation*" est inhérente au développement du capitalisme. Elle implique, à une extrémité, la croissance conjointe et simultanée de la richesse, et, à l'autre, l'expansion de la misère relative, parfois absolue. Ce fait, en revanche, ne peut aucunement se résumer à l'établissement d'une ligne claire de partage Nord-Sud de la planète. Il suffit de rappeler l'extraordinaire essor de plusieurs pays dits émergents, dont l'Inde et l'immense Chine au cours des vingt dernières années.

<sup>1</sup> Marx : *Grundrisse*, T.2, p.167.

Le capitalisme se répand et se contracte inlassablement, agissant sur toute la croûte terrestre et obéissant à son seul impératif de la maximisation des profits.

Les cris scandalisés des tiers-mondistes – repris par *Attac* et tous les autres – sur le développement inégal du monde caricaturent la réalité, la mystifient grossièrement. Leur critique ne pointe que la répartition, jugée injuste, des extra-profits issus de la division capitaliste internationale du travail. Leur horizon politique indépassable est la défense des pays capitalistes faibles contre l'arrogance des plus forts. Ainsi faisant, ils vouent la classe ouvrière des pays de la périphérie du capitalisme à l'exploitation et à la domination de leur propre bourgeoisie.

La disparité géographique du développement des forces productives tant stigmatisée par les anti-mondialistes d'*Attac* n'est pas nouvelle. Il s'agit d'un phénomène aussi vieux que le capitalisme. L'un de ses meilleurs exemples est ce qu'on a appelé le commerce triangulaire du 16<sup>ème</sup> et du 17<sup>ème</sup> siècle. Celui-ci fait suite à l'extermination, lors de la colonisation, des populations autochtones des Amériques par le fer, la faim, les maladies et, surtout, le travail forcé. Conséquence de la pénurie absolue de main d'œuvre produite par la colonisation, ce commerce triangulaire se caractérisait notamment par :

- l'exportation de marchandises (armes, pacotilles, ...) produites dans les pays capitalistes vers l'Afrique pour régler les rois vendeurs d'esclaves. Le nombre total d'esclaves noirs a été estimé à près de cent millions, sur les trois siècles de sa durée !;
- l'importation massive d'esclaves d'Afrique<sup>2</sup>, utilisés dans les plantations. Achetés aux rois locaux, ils sont expédiés vers les Antilles d'abord, puis au Brésil et enfin aux Etats-Unis ;
- l'exportation de marchandises (matières premières et produits semi-finis, dont la canne à sucre, la mélasse, le rhum, le coton, etc.) provenant des colonies vers les métropoles capitalistes.

Commerce, pillage, piraterie, esclavagisme marquent cette première phase du capitalisme. On y décèle déjà la problématique de l'échange inégal et des extra-profits coloniaux, éléments caractéristiques du colonialisme de la phase de soumission formelle du travail au capital<sup>3</sup>.

## LE PROCES DE VALORISATION DU CAPITAL

Le procès de valorisation du capital se justifie exclusivement par la capacité de création d'une valeur nouvelle. Ce procès est représenté par la formule : Argent (A) → Marchandise (M), soit les moyens de production → Marchandise' (M'), soit les produits → Argent' (A'). Il va de soi que A' est d'une grandeur supérieure à A. Malheureusement pour le capital, des situations surviennent avec une relative régularité et une fréquence de l'ordre de quatre à six ans où Argent' (A') est inférieur [ $<$ ] à Argent (A). En même temps, la production capitaliste doit s'incarner en des biens répondant à des besoins reconnus socialement, des valeurs d'usage. Toutes les marchandises possèdent une valeur d'usage et une valeur d'échange.

Les marchandises – les valeurs destinées à être échangées contre une marchandise particulière chargée de les représenter toutes (l'argent) – s'habillent de prix, c'est-à-dire d'une quantité donnée de l'équivalent général, censée traduire la valeur incorporée dans la marchandise spécifique et dans des proportions pouvant soutenir la comparaison avec les valeurs des autres marchandises. Et ceci indépendamment de leur contenu physique et de leur utilisation finale.

Sans exception, elles sont d'emblée assorties d'un prix car elles doivent être impérativement vendues, échangées contre une fraction déterminée de l'équivalent général, d'argent. Si tout ou partie de cette fraction d'équivalent général ne remonte pas vers le producteur – de telle sorte que tout ou partie de la valeur de la marchandise n'est pas transformée en argent –, celui-ci endure un manque à gagner.

Si le prolongement du procès de travail dans la circulation des marchandises est interrompu, retardé ou se fait uniquement sur une portion de la production totale, la poursuite du même procès de travail se retrouve remise en cause. Dans le capitalisme, le procès de valorisation se conçoit à la fois

<sup>2</sup> La durée moyenne de leur vie en captivité était de sept ans.

<sup>3</sup> Cette période du capitalisme se définit prioritairement par l'extorsion de survalueur absolue et la généralisation de la manufacture. Cf. : *Les modalités de l'exploitation capitaliste*, Mouvement Communiste, nouvelle édition 2001.

comme procès de production immédiat de marchandises et comme procès de réalisation de l'intégralité de la valeur qu'elles renferment.

La fluidité, la rapidité et l'exhaustivité de la rotation du capital constituent autant de conditions indispensables à la poursuite du processus global d'auto-valorisation intégrale du capital et, partant, au début d'un nouveau cycle de la valeur ( $A' \rightarrow M' \rightarrow M'' \rightarrow A''$ ).

Dans ce processus, le capital se métamorphose dans ses trois formes de fonction génériques :

1) Le *capital industriel*, appelé également capital productif, qui est à l'origine de toute valeur et qui incarne le cycle total du capital :  $A \rightarrow M \dots P$  (production)  $\dots M' \rightarrow A'$ .

2) Le *capital marchand* occupant la sphère de la circulation. Celui-ci s'articule à son tour en :

- *capital commercial*, qui correspond aux deux moments séparés d'échange du cycle  $A \rightarrow M \rightarrow M' \rightarrow A'$ . Soit, d'un côté,  $A \rightarrow M$  et, de l'autre,  $M' \rightarrow A'$  ;
- *capital financier* (ou porteur d'intérêt), qui intègre la forme argent et qui se décrit selon la formule générique  $A \rightarrow A'$ . En faisant abstraction de la production concrète de valeur, il est impossible de le distinguer réellement du capital industriel.

## CAPITAL PRODUCTIF ET CAPITAL PORTEUR D'INTERET

Dans la phase de jeunesse du capitalisme, l'avance de capital provient en grande partie de la réalisation de la survaleur précédente, donc des cycles précédents d'accumulation. Il s'agit essentiellement d'autofinancement étranger à toute forme de crédit.

En ce moment, le capitalisme dissout les modes de production précapitalistes auxquels il s'attaque tel un parasite, davantage qu'il ne contribue à l'émergence du mode de production fondé sur l'accumulation de capital. Il fait sans cesse allusion à l'exploitation capitaliste en l'absence du mode production conforme à son être.

Il n'en va pas de même à l'époque du capitalisme mûr. Ici, le capital porteur d'intérêt assure une fonction productive indirecte essentielle. C'est le système moderne de crédit.

Le système de crédit aux entreprises se développe en réaction aux formes usuraires qui l'ont précédé. Le capital porteur d'intérêt se soumet aux conditions et aux besoins du mode de production spécifiquement capitaliste.

*"Dans le système moderne de crédit, le capital porteur d'intérêt s'adapte aux conditions de la production capitaliste. Non seulement l'usure subsiste en tant que telle, mais elle est en outre libérée, dans les pays à production capitaliste développée, des entraves que toutes les législations lui imposaient jusqu'alors. [...] Ce qui distingue le capital porteur d'intérêt du capital usuraire, dans la mesure où il constitue un élément nécessaire du système de production capitaliste, ce n'est aucunement la nature ou le caractère de ce capital lui-même. C'est simplement les conditions nouvelles dans lesquelles il fonctionne, et donc du caractère totalement nouveau de l'emprunteur qui affronte le prêteur d'argent."*<sup>4</sup>

Ainsi va naître la banque moderne, dont la fonction indirectement productive est incrustée dans plusieurs de ses appellations : *Crédit industriel* ; *Crédit agricole* ; *Banque populaire*.... Dans le capitalisme développé, compte tenu du montant croissant d'investissements productifs exigés par la mécanisation, l'automation, etc., en un mot, pour la valorisation du capital, l'emprunteur est principalement l'industriel. Le crédit contracté auprès des banques relègue progressivement l'autofinancement à une portion congrue. Les conditions de remboursement, les intérêts payés et les volumes des crédits accordés par les établissements prêteurs reposent sur la capacité de l'emprunteur de s'approprier, au bout du cycle industriel, une survaleur suffisante et plus si possible (extra-profits).

L'intérêt n'est autre que la rémunération perçue par la banque pour l'usage de la marchandise argent qu'elle prête à l'entrepreneur et que celui-ci investit de façon productive en accroissant les forces du travail, seules créatrices de valeur. L'intérêt correspond donc au prix du marché de la marchandise argent. Le crédit devient l'arme nouvelle et privilégiée du capitalisme mûr pour parvenir à s'accroître

<sup>4</sup>Marx : *Œuvres*, XXV, p.613-614.

dans un contexte de concurrence sans cesse exacerbée. Le capital financier est désormais devenu une fraction du capital industriel, figée dans la forme monétaire de la marchandise argent. Un vrai système de crédit s'installe alors, articulé en banques modernes et en marchés boursiers.

## LE CREDIT

Le crédit fluidifie le processus de valorisation capitaliste. Il incarne le mythe de l'argent qui engendrerait instantanément davantage d'argent en s'émancipant totalement du procès de production immédiat. La velléité d'indépendance totale du capital tendant à s'abstraire du support marchandise est cependant une mystification qui ne peut tenir qu'un temps.

Le moment de vérité pour le capital – la crise – revient périodiquement pour rappeler le caractère central de la sphère de la production immédiate de marchandises. La crise exalte aussi la réalité d'une circulation de capitaux nécessitant invariablement d'une quantité de temps déterminée pour s'accomplir. La crise purge le capital de ses composantes insuffisamment rentables. Seule compte alors la triste réalité pour le capital d'une création de valeur tronquée.

L'anticipation de la production de valeur dans et par la sphère financière se révèle alors comme étant parfaitement arbitraire et ne se manifeste plus qu'en tant que "*duplicata du capital réel, de chiffons de papier*"<sup>5</sup>, une pure anticipation périodiquement infondée.

La crise vient remettre violemment – krach – les pendules à l'heure en réunifiant ce qui était illusoirement séparé (valeur anticipée et valeur réelle). La crise sanctionne la fiction de la réalisation anticipée (voire instantanée) de la valeur opérée dans la sphère financière. Elle punit sévèrement toute velléité d'émancipation de la production d'un capital qui se révèle fictif. En un sens, sans pour autant l'épargner, la crise rend avant tout justice au processus de production immédiat ( $A \rightarrow M \rightarrow M' \rightarrow A'$ ) et, par là, aux forces productives sociales.

## **LES ANALYSES ET PROPOSITIONS DES ANTI MONDIALISTES**

Passons maintenant au crible critique quelques-unes des plus célèbres innovations conceptuelles des anti-mondialistes, principalement celles exprimées par l'association *Attac*, très représentative de cette galaxie. Nous poursuivrons par l'analyse des formes d'action spectaculaires dont ce mouvement politique s'est doté (cf. Gênes).

### ATTAC VA EN GUERRE CONTRE L'"ARGENT FACILE"

La nouvelle religion anti-mondialiste diabolise "*la financiarisation du monde*" comme la vieille Eglise du moyen âge vouait à l'enfer, en les excommuniant, les métiers d'argent et du prêt à intérêt, jugés immoraux. Hier comme aujourd'hui, l'argent "*gagné trop facilement*" sent le souffre.

*"Je considère que l'argent gagné trop facilement est pour toujours suspect, il est fait pour corrompre. De l'argent, il en faut, c'est un moyen d'échange nécessaire dans une société moderne. Je dis qu'il faut absolument que cet argent soit orienté vers les investissements qui servent notre pays, parce qu'ils servent notre économie et qu'il faut prendre tous les moyens qui conviendront pour éviter l'argent spéculatif."*<sup>6</sup>

Les adeptes de l'anti-mondialisation se ruent également contre un autre fétiche maléfique, "*la marchandisation du monde*". "*L'eau est indispensable à la vie. Cela suffit à la différencier profondément d'une marchandise.*"<sup>7</sup>

Cela suppose, d'une part, qu'une portion conséquente de la production et de la circulation de biens ne se traduise pas en marchandises ; d'autre part, que le "Monde" (figure métaphysique au même

<sup>5</sup> Marx : *L.C.*, T.3, p.440.

<sup>6</sup> F. Mitterrand : *Le Monde*; 14/02/1989. Comme on peut le constater, c'est un spécialiste de la question qui nous parle : Mitterrand en Mazarin des anti-mondialistes!

<sup>7</sup> Attac : -Manifeste 2002-; déjà cité.

titre que l'Homme et la Nature éternels) ait une existence propre, indépendante des échanges marchands et des modes de production sous-jacents. Nous ne partageons évidemment pas cette vision.

Le "Monde" actuel et, pourrions-nous ajouter, "l'Eau", "l'Air", "la Culture", etc. s'identifient avec la marchandise, sa production et sa circulation. Le "Monde" d'aujourd'hui est donc purement capitaliste. Seulement voilà, ce qualificatif n'apparaît pas – ou très peu – dans la vulgate anti-mondialiste. Parce que celle-ci préfère se cantonner à la contestation de la réalisation de la valeur produite, de la circulation du capital, plutôt que de s'attaquer à la cause première de la dictature des marchandises, c'est-à-dire leur production au moyen de l'exploitation : le capitalisme.

Pour parvenir à leurs fins, les anti-mondialistes s'adressent en priorité aux instances internationales de régulation du marché mondial que sont l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, les Nations Unies et autres G8. Ils leur demandent de mieux travailler en démocratisant la circulation des marchandises et des capitaux, au nom d'échanges marchands équitables (ce qu'ils qualifient de "*développement équitable*").

Ils demandent donc que l'exploitation soit un peu plus présentable et supportable, un capitalisme à visage humain.

## LA TAXE TOBIN

La perspective commune que les *No Global* semblent dessiner est celle d'un capitalisme qui ne dit pas son nom et qui serait capable de contenir raisonnablement ses appétits illimités par le biais d'un "*commerce mondial équitable*", du "*rééquilibrage Nord-Sud*" et de l'établissement d'une ponction fiscale systématique sur l'ensemble des transactions financières (la fameuse taxe Tobin). Nous disons d'emblée que, si ce projet aboutissait, il se traduirait par la compression à la fois du profit commercial – l'excédent du prix de vente sur le prix de production (moyen) de la marchandise – et de l'intérêt sur les capitaux prêtés. Avec le résultat de maximiser le profit qui échoue au capital productif, donc aux patrons de l'industrie.

Cette pseudo arme absolue, ce passe-partout pour un monde meilleur, a la propriété de fédérer l'ensemble de la caste politique bourgeoise. De Chirac à Cohn-Bendit, de Pasqua à Hue, de José Bové à Jean-Marie Le Pen, du financier George Soros au philosophe cathodique Bernard Henri-Lévy. Une motion – certes sans grandes conséquences pratiques – exhortant son adoption par l'Union Européenne a même été votée par le parlement français. Les *No Global* prètent à la taxe Tobin – véritable abcès de fixation idéologique de la nouvelle religion anti-mondialisation – un grand nombre de qualités.

Sur le papier, le mécanisme de la taxe Tobin est d'une simplicité désarmante. Il s'agit, tout simplement, de prélever 0,1% (les plus audacieux font la surenchère sur les décimales) sur la totalité des transactions ayant lieu dans la sphère financière. Le revenu de cet impôt, sorte de nouvelle TVA mondiale sur la marchandise argent, devrait ensuite être employé pour gommer les déséquilibres de développement entre les pays riches et les pays pauvres du monde. L'idée ne manque pas de séduire par sa facilité de compréhension. Souvent, ceux qui s'essayent à une critique du nouvel impôt indirect sont renvoyés sans difficulté dans leurs buts.

A ceux qui se moquent du pourcentage dérisoire de la ponction, les partisans du 0,1% ne manqueront pas de rappeler que l'ensemble des transactions financières quotidiennes s'élève à près de 1 500 milliards de dollars. Ce qui apporterait dans les caisses "Tobin" environ 1,5 milliard de dollars par jour, soit un montant annuel avoisinant les 550 milliards de dollars. D'autres calculs (cf. ceux réalisés par Suzanne de Brunhoff et Bruno Jetin sur la base de données de 1998), jugés plus réalistes par les *No Global* eux-mêmes, évaluent les revenus du nouvel impôt indirect planétaire à moins de 230 milliards de dollars par an. Vue sous cet angle, la proposition semble sérieuse.

Notre critique met en avant trois arguments principaux :

- La sphère financière n'est pas aussi étanche des deux autres sphères du capital (commerce et production) que nos adversaires anti-mondialistes l'affirment. Dans le capitalisme moderne, le crédit est le moyen primordial pour rendre fluide l'ensemble des échanges marchands. Pas

d'exportations, sans crédit à l'exportation. Pas d'acquisition de logements ou de biens de consommation durables par la population, sans crédit immobilier et à la consommation. On pourrait poursuivre cette liste pendant longtemps. Le crédit est également l'instrument essentiel par lequel le capitalisme élargit sa base productive<sup>8</sup>. Pas d'investissements en équipements productifs, pas de règlement des salaires sans prêts bancaires ou émissions de titres mobiliers (actions et obligations essentiellement) de la part des entreprises concernées. Le crédit fournit aussi à l'Etat les moyens complémentaires aux recettes fiscales pour assurer le bouclage de son bilan (le budget). Pas de sécurité sociale, pas d'infrastructures en tous genres, etc. sans émission de bons du Trésor ou d'obligations des établissements d'intérêt public (chemins de fer, entreprises nationales, etc.).

- Les agents économiques ont une perception différente, voire divergente, des flux et reflux perpétuels de l'argent. Quand le petit épargnant place son pécule en banque, même si cela lui rapporte de l'intérêt, en raison de l'exiguïté du montant de ces derniers, cet argent représente essentiellement pour lui une fraction de revenu disponible pour des achats futurs. Pour l'établissement bancaire qui collecte l'argent des épargnants, cette masse d'argent constitue en revanche une base pour effectuer toutes sortes d'opérations de crédit, comme des placements spéculatifs sur les marchés boursiers, des prêts à des agents économiques privés (y compris aux "bons" industriels qui embauchent et investissent dans la modernisation du sacro-saint outil de production), à des particuliers (y compris les travailleurs qui veulent améliorer leur quotidien) ou encore à l'Etat (qui, au travers de son endettement, fera l'appoint des recettes fiscales pour financer, entre autres, lesdits acquis sociaux). Aussi, qu'en serait-il aujourd'hui du niveau du développement des pays (capitalistes) pauvres s'ils n'avaient pas pu puiser dans les caisses bien remplies des établissements de crédit des pays capitalistes plus riches ? Même si ces pays sont astreints à livrer une portion plus ou moins grande des profits engendrés à l'intérieur de leurs frontières sous forme d'intérêts versés aux établissements prêteurs, sans l'obtention d'emprunts internationaux ils ne seraient pas en mesure de générer un quelconque profit.
- Qui est capable de faire le tri des opérations financières ? Personne n'est à même de distinguer au sein des fameuses transactions financières les bons grains des règlements différés d'actes d'achat ou de vente, de l'ivraie de la spéculation financière<sup>9</sup>, des opérations de couverture des risques liés au change ou, plus largement, des transferts de capitaux. L'argument avancé par plusieurs économistes d'Attac qui veut que seules 2% des transactions sur les marchés des devises correspondent à des investissements ou des ventes de marchandises réels est erroné<sup>10</sup>. Une grande partie des échanges internationaux d'argent relève de la protection des risques de fluctuation à court terme des monnaies. La répartition et la couverture des risques se fait par la création d'instruments de crédit spécifiques qui assurent que la dynamique de la valorisation et des échanges mondiaux subisse le plus petit nombre d'arrêts pour cause de crises financières en distribuant les risques inhérents sur plusieurs agents économiques. Le pullulement de titres de garantie sur les placements financiers est aussi l'une des conséquences de l'abandon des parités fixes entre devises sacralisées par l'étalon or.

Quant au défunt concepteur de cette taxe, voilà ce qu'il en pensait lui-même.

Tout en clamant n'avoir "*rien de commun avec les praticiens de cette révolution contre la mondialisation*", l'économiste déclarait au quotidien *Le Monde* du 10/09/01 que "*cet impôt visait à limiter les fluctuations des taux de changes. L'idée est simple : il s'agit d'effectuer sur chaque opération un prélèvement minime équivalent, disons, à 0,5% de la transaction. De quoi faire fuir les*

<sup>8</sup> Les exportations de biens d'équipement représentent désormais plus de 70% du commerce mondial, contre à peine 20% il y a trois décennies.

<sup>9</sup> Par ailleurs, ladite "spéculation monétaire" fait très peu de cas des devises des pays émergents car les transactions de changes concernent pour plus de 90% les trois grandes monnaies internationales (dollar, yen, euro).

<sup>10</sup> Pour étayer leur caractère majoritairement spéculatif, Attac rappelle que 80% des mouvements de change ont une durée égale ou inférieure à une semaine, donc sans rapport avec des déplacements de richesse réelle. Cela manifeste une incompréhension radicale des mécanismes financiers capitalistes. Les investissements productifs internationaux s'étalant sur une plus longue durée sont en effet ceux qui requièrent davantage la mise en œuvre de dispositifs de garantie contre les innombrables fluctuations soudaines des monnaies.

*spéculateurs. Car beaucoup d'investisseurs placent à très court terme leur argent sur les monnaies. Si cet argent est brusquement retiré du marché, les pays doivent relever leurs taux d'intérêt dans d'importantes proportions afin que la devise reste attractive. Or, des taux d'intérêt élevés sont souvent catastrophiques pour l'économie intérieure » : "Je suis avant tout un disciple de Keynes, qui, dans le fameux chapitre 12 de sa Théorie générale sur le krach de 1929, propose de taxer les mouvements de capitaux afin de lier plus durablement les investisseurs à leurs actifs. En 1972, j'ai appliqué cette taxe aux marchés des changes. Les Etats-Unis quittaient le système de changes fixes décidé à Bretton Woods. Parallèlement, les transactions électroniques promettaient de considérablement accroître la vitesse et le nombre des transactions. J'ai voulu ralentir ce processus afin de réduire la spéculation et la volatilité des taux de change. Aujourd'hui où chacun peut à tout moment effectuer des transactions financières sur son ordinateur personnel, les problèmes que je prévoyais se sont multipliés", poursuit-il.*

Mais alors, "pourquoi ne pas protéger notre marché des devises en revenant simplement au vieux système des taux de changes fixes, dans lequel les banques centrales des pays adhérents maintiennent la stabilité de la monnaie ?", lui demandent les journalistes du quotidien parisien. "Le système a été testé et il a échoué. Des spéculateurs comme Soros pouvaient rouler les banques centrales. Voyez ce qui est arrivé à l'Argentine, qui a lié entièrement son peso au dollar américain. Ce qui se passe dans ce pays est un désastre, un désastre absolu. Des taux de changes immuables sont une invite à la spéculation. Les opérateurs parient sur la volonté et sur la capacité des banques centrales à défendre les taux établis. Le système des taux de changes fixes est passé de mode, et c'est tant mieux", conclut sagement le vieil homme.

A la fin de sa vie, l'auteur lucide de la taxe de son nom n'est lui-même donc plus tellement assuré de la possibilité concrète de sa mise en œuvre et, partant, de son efficacité. Le doux rêve keynésien de contraindre l'argent dans la camisole de force de l'Etat a fait long feu. La dite spéculation s'est démontrée très efficace pour le mode de production capitaliste dans sa totalité lors des dernières crises monétaires des pays dits émergents. Elle a parfaitement agi en partageant les pertes sur un nombre élargi d'agents économiques et a hâté le reflux des capitaux des places financières touchées par la crise.

## L'ANNULATION DE LA DETTE DES PAYS PAUVRES

En complément et grâce à la collecte de cette taxe, resurgit la vieille lubie tiers-mondiste de l'annulation de la dette des pays pauvres, néanmoins capitalistes ajoutons-nous. "L'annulation de la dette publique du tiers-monde a fait l'objet, en 2000, d'une campagne mondiale de Jubilé 2000 à laquelle nous nous sommes associés en essayant d'agir en France, là où nous disposons de leviers et de moyens de pression : sur notre propre gouvernement."<sup>11</sup>

La satisfaction de cette revendication devrait permettre un développement économique plus harmonieux, moins inégal de la planète en gommant les plus criantes disparités de richesse entre les nations. Ce pseudo objectif est une pratique courante des organismes prêteurs supranationaux et des grands établissements de crédit internationaux. Pas pour des raisons caritatives ou humanitaires, mais parce que, s'ils étrangent financièrement les pays endettés, ceux-ci ne pourront plus observer leurs échéances de remboursement des prêts contractés et de règlement des intérêts afférents.

L'adhésion du FMI, des principales banques étrangères et des pays capitalistes les plus forts au plan Duhalde du début 2002 en Argentine s'explique ainsi. Le maintien de la solvabilité générale des parties est un moyen indispensable pour développer le commerce mondial et l'exportation de capitaux dans le cadre des échanges inégaux.

Au total, en 2000, selon les chiffres de l'OCDE, quelques 53,06 milliards de dollars ont été versés aux "pays en voie de développement" par les pays membres de cette organisation internationale.

---

<sup>11</sup> Attac : -Manifeste 2002- déjà cité.

A lui seul, le G7 (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie et Japon) a assuré les trois quarts de cette somme. L'échange inégal n'est plus tant le produit de la politique coloniale du pillage des ressources des pays colonisés garanti par la force armée, mais l'effet inévitable des disparités entre les niveaux différents de productivité du travail social par aires géopolitiques. La division internationale du travail dans les conditions de la domination réelle du capital s'appuie sur et s'exprime par les échanges inégaux.

Ces derniers sont sans cesse remis en cause par le mouvement concurrentiel du capital de telle sorte que certains pays décrochent et s'enfoncent dans la plus lointaine périphérie du capitalisme mondial (par exemple, ceux d'Amérique Latine) et d'autres se rapprochent de son centre jusqu'à en menacer, en perspective, les occupants (par exemple, la Chine).

Dès qu'un ou plusieurs pays sombre dans des crises fiscales aiguës de l'Etat, ils deviennent brutalement insolubles, incapables de satisfaire à leurs engagements financiers nationaux comme internationaux. C'est généralement à ce moment là que ladite crise de la dette explose (cf. l'Argentine).

L'appel au crédit n'est pas, en soi, un signe de mauvaise santé économique, au contraire. Lorsque l'économie (lire la production et la réalisation intégrale de la valeur) rentre en crise, c'est-à-dire quand le processus général de valorisation s'interrompt, l'Etat est appelé à son secours et, pour ce faire, utilise notamment sa puissance budgétaire et sa capacité d'endettement. Lorsque ces cartouches s'épuisent, l'Etat connaît à son tour une crise financière, aggravée par des entrées fiscales diminuées à mesure de la diminution de la production et de la consommation de marchandises de son pays.

Parmi les issues de secours qu'il lui reste, figurent traditionnellement le rééchelonnement, le moratoire, ou même l'effacement pur et simple de tout ou partie des dettes extérieures. Une fois encore, l'Argentine constitue un cas d'école. Pour cela, les Etats n'ont aucunement besoin des bons conseils des anti-mondialistes. Des décisions de cette nature ne sont pas, bien entendu, la règle de fonctionnement normal du capitalisme mondial, mais, si elles s'imposent pour le préserver, le malade n'hésitera pas à se couper un bras pour éviter que la gangrène s'étende à d'autres parties du corps.

## ATTAC POUR L'ETAT ET LE CAPITAL NATIONAL

Lorsque les anti-mondialistes d'*Attac* mettent en avant, avec un bel élan moralisateur, la défense du capital productif "national" et de la petite propriété locale (agricole et artisanale) contre les "*vampires cosmopolites de la finance*", ils adhèrent, à leur insu, au mythe d'un capitalisme honnête, définitivement émancipé des contraintes financières et des basses besognes de la production.

En lui conférant une puissance qu'il n'a pas, les anti-mondialistes s'agenouillent à leur corps défendant devant le démon Argent, source, à leurs yeux, de tous les maux. "*La dictature des marchés financiers*" s'exprimerait, selon eux, grâce au marché libre mondial des marchandises. Ils lui opposent les vertus présumées du procès de production immédiat (national ou local, peu importe) qu'on ne pourrait désormais défendre que par le retour au bon vieux protectionnisme, par l'accroissement des dépenses budgétaires de l'Etat, notamment en direction des services dits publics.

Selon les termes d'*Attac*, il s'imposerait, tout d'abord, "*d'entraver la spéculation internationale ; de taxer les revenus du capital ; de sanctionner les paradis fiscaux ; d'empêcher la généralisation des fonds de pension ; [...] d'établir un cadre légal pour les opérations bancaires et financières...*"

De la même manière, *Attac* plaide pour le "*service public*" financé par l'impôt : "*L'impôt doit servir à financer les dépenses socialisées, répondant à la satisfaction des besoins collectifs. [...] L'impôt sur le revenu et l'impôt sur la fortune devraient, au contraire, être alourdis et appliqués à l'ensemble des sources de richesses existantes, en réduisant l'inégalité de taxation entre le travail et le capital. [...] Une taxation plus importante sanctionnerait alors les bénéfices obtenus sans production de richesses (revenus financiers, opérations spéculatives ...).*"<sup>12</sup>

<sup>12</sup> Attac : -*Manifeste 2002*- déjà cité.

La lutte contre le crédit et la finance ne correspond pas au combat contre le capitalisme en tant que mode de production basé sur l'exploitation. C'est à l'inverse une lutte réactionnaire contre le capitalisme moderne et ses caractéristiques, le crédit et le marché mondial des marchandises, au nom d'un capitalisme idyllique et obsolète, protectionniste et nationaliste. Le capitalisme du pauvre, c'est le socialisme des imbéciles petits-bourgeois !

## LES SECTEURS "NO PROFIT" AU PINACLE

L'un des thèmes porteurs d'*Attac* est donc le soutien aux "*services publics*", et à l'économie dite mutualiste et coopérative. L'économie de "*profit*" côtoierait l'économie "*no profit*", non exploiteuse et faite de solidarités et de services non marchands donnés aux citoyens. Une économie enfin sociale. Dommage que, lorsqu'elles existent, ces entreprises ne puissent survivre que grâce à l'argent de l'Etat, donc du contribuable, donc, en dernière analyse, d'une portion des profits dégagés du travail productif des prolétaires réalisé dans les entrailles de la maudite "*économie de marché*".

Ces structures assurent tant bien que mal les soins palliatifs qui ne peuvent pas être traduits immédiatement en marchandises. Que l'on pense, par exemple, aux dépenses publiques de santé, essentiellement finalisées à rendre la plus efficiente possible la marchandise force de travail. Plus généralement, les services publics socialisent une partie des coûts d'entretien et de formation de la marchandise force de travail, se chargent de garantir l'ordre (la police aussi est un "*service public*") et l'équilibre général (géographique, démographique, d'instruction, etc.) de la formation sociale capitaliste.

Pour *Attac*, ce n'est pas ainsi. Les secteurs d'activité chargés de ces missions seraient supposés, du fait de leur caractère social, être "*hors de la logique capitaliste*". Un bref regard sur l'histoire des coopératives (ou, plus récemment, de son pâle succédané de l'autogestion), nous indique que, soit celles-ci disparaissent de leur belle mort submergées par les dettes, soit se transforment en entreprises capitalistes normales, dont certaines agrémentées d'une belle gestion "*ouvrière*" (Lip, déjà en 1973...). Par conséquent, elles ne représentent en rien une alternative au capital.

## LA "DEMOCRATIE PARTICIPATIVE" AU SECOURS DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

La dernière découverte de nos anti-mondialistes est la "*démocratie participative*", mise en œuvre à Porto Alegre (extrême sud du Brésil), par le *Parti des travailleurs* local au moyen de l'établissement d'un "*budget participatif*" permettant à chaque citoyen de donner son avis. Les anti-mondialistes comptent ainsi béquiller la démocratie électorale bourgeoise traditionnelle, en recyclant, en le dénaturant, le vieux mythe de la "*démocratie directe*" cher aux libertaires d'antan. Il s'agit, pour les nouveaux citoyens, non seulement de voter aux élections classiques, mais de continuer "*d'exercer leur vigilance*", afin de contraindre les élus à respecter les engagements pris durant la campagne électorale. Par ce biais, on entend rendre des lettres de noblesse aux instances dirigeantes.

*"Si, en 2002, Attac contribue à mettre en débat la politique de la France, et plus particulièrement celle du ministère de l'économie et des finances au sein de ces organisations, afin de la ramener dans le giron des élus, l'association n'aura pas failli à sa mission d'éducation populaire...et parlementaire!"*<sup>13</sup>

Le souci de redonner un peu de vie au cadavre parlementaire est suffisamment explicite mais doit néanmoins être souligné. La critique marxiste du *crétinisme parlementaire* s'en trouve renforcée et validée.

*"Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques."*<sup>14</sup>

<sup>13</sup> Attac : -*Manifeste 2002*- déjà cité.

<sup>14</sup> Marx : cité par Lénine dans *L'Etat et la révolution*, Ed. Sociales, p.68.

Dans la phase du capitalisme mûr et dans le cadre actuel de la république démocratique, le parlement ne représente plus qu'une chambre discréditée d'enregistrement des décisions prises ailleurs. Dès lors, la transformation des citoyens en auxiliaires de la démocratie électorale se réduit à une sorte de gigantesque "reality show", tant impuissant que ridicule.

Pour les prolétaires, ces verbiages n'ont qu'un sens : les rendre responsables de leur propre exploitation menée par les classes dominantes. Mais Attac a-t-il adopté ces beaux principes pour son fonctionnement interne ? Bien sûr que non. L'association est dirigée dans la plus grande opacité par le très exclusif "Collège des fondateurs", dont l'inamovibilité est gravée dans les statuts. A l'évidence, être une église et incarner un modèle de démocratie interne ne font pas bon ménage.

## **DE SEATTLE A BRUXELLES**

Les anti-mondialistes se présentent comme un « mouvement » hétérogène, néanmoins doté de points communs, de valeurs communes et, surtout, d'une logique commune. L'on pourrait parler d'un "front uni", qui ratisse large et qui regroupe des ailes opposées seulement à la surface. Cela se manifeste clairement à propos de la question de la violence puisque, à une extrémité, on retrouve la frange pacifiste et non-violente, tandis qu'à l'autre s'agitent les "casqueurs" du Black Block. Pourtant, les uns comme les autres avancent dans la même direction et se vouent une reconnaissance mutuelle.

Quelles sont les actions visibles que pratiquent certains anti-mondialistes, en dehors de la « pression » sur les Etats ? Depuis la manifestation de Seattle (en Novembre 1999) contre le sommet de l'OMC qui a constitué l'entrée du mouvement anti-mondialisation sur la scène médiatique mondiale, on joue encore et toujours la même pièce fortunée de l'affrontement contre les forces de répression chargées de protéger les réunions des puissants du monde.

Lors de la rencontre de l'OMC, le dispositif policier américain fut débordé par les attaques d'éléments « violents ». Pendant ce temps, les manifestants ouvriers défilaient derrière les banderoles syndicales pour défendre le « travail américain » contre les importations étrangères. Un schéma identique a été adopté pour les manifestations suivantes : Washington, décembre 1999 ; Prague, septembre 2000 ; Nice, décembre 2000 ; Québec, avril 2001 et Göteborg, juin 2001. On nous explique qu'on a expérimenté l'extrême efficacité dans la répression des polices tchèque, suédoise, française et italienne. En réalité, ils se sont appropriés la bonne vieille tactique de racket qui consiste à renforcer ses rangs grâce à l'engrenage provocation/répression. Le paroxysme étant atteint lors du sommet de Gênes. La révolte confuse, isolée de la classe ouvrière et dépourvue de la moindre issue politique de nombreux jeunes a été amplement exploitée à la fois par l'Etat et par les organisateurs anti-mondialistes pour que le spectacle continue. Mais cette fois-ci, comme à Göteborg, l'addition a été particulièrement salée.

L'exercice de la force ne constitue pas en soi un élément de classe discriminant. Dans le cas des *No Global*, pacifistes et violents partagent les mêmes analyses et objectifs. Parfois, ces deux tendances sont réunies au sein de la même composante, à l'instar des *Tute bianche* italiennes, issues des *Centri sociali*. Leur débat sur la violence se réduit à une question d'opportunité ou, pire, d'éthique. Les quelques vitrines de banques cassées sont l'expression la plus éclatante du raisonnement qui veut que s'attaquer au méchant capital financier serve à éveiller la conscience des masses endormies et/ou corrompues. Alors que les plus pacifiques d'entre eux préféreront s'inspirer des actions non-violentes à la mode du Mahatma Gandhi, les plus virulents des *No Global* se vouent au culte de l'acte exemplaire, typique du gauchisme armé et d'une certaine littérature fascisante radicale. Il n'est pas étonnant que plusieurs sectes mao-staliniennes combattantes et des groupes fascistes et nazis de la 'troisième voie' s'identifient à ces actions.

"Le CA (conseil d'administration d'Attac) ne considère pas les membres de ces groupes (mouvance Black Blocks) comme des adversaires. Pour les futures mobilisations, et à l'exemple du Forum social de Gênes-GSF, Attac contribuera à la construction, par la discussion démocratique, de convergences

*entre les mouvements luttant contre la mondialisation libérale, et n'excluant personne, y compris les groupes en question.*"<sup>15</sup>

Quel que soit le moyen plus ou moins rude d'action employé, on ne se détache guère de la logique réformiste. Cette politique se nourrit de la pression exercée sur les pouvoirs publics et sur les institutions internationales qu'il s'agirait de réformer et de convaincre d'agir dans le sens voulu. Outre son inefficacité et son côté dérisoire, la violence des *Black Blocks* et autres énérvés du même acabit devient abstraite et inopérante car elle ne s'attaque en rien au fondement du capitalisme, la production de valeur. Totalement déconnectée de la classe ouvrière et de ses luttes, elle fournit un prétexte de choix à la force organisée de l'Etat pour s'exercer sur des champs de bataille grandeur nature, entraînement précieux dans la perspective de la criminalisation des mouvements prolétariens révolutionnaires à venir.

La mort d'un manifestant à Gènes est à la fois l'expression tragique de la confusion et de l'ignorance absolue des termes politiques et militaires du combat de la part de la jeunesse contestatrice et de l'inexpérience patente de larges pans desdites forces de l'ordre engagées, dont des jeunes appelés constituaient le gros des effectifs. Quant aux vagues d'arrestations et de matraquages, il faut une bonne dose d'angélisme et d'illusions sur la sacro-sainte démocratie pour s'en offusquer et crier au scandale. Il est pour le moins paradoxal de prôner l'extension de l'intervention de l'Etat régulateur et de se plaindre lorsque celui-ci défend 'avec fermeté' la légalité bourgeoise et la propriété privée.

Crier aux bavures et aux complots, comme ce fut le cas de la part du Genoa Social Forum, organisateur du défilé, sert finalement à cacher la normalité du fonctionnement de la démocratie du capital. On a très peu souligné le fait que l'ensemble du dispositif policier ne fut pas l'œuvre du droitier extrême Silvio Berlusconi, mais celle de ses prédécesseurs et des dirigeants des forces de répression installés à leurs postes par la gauche plurielle à l'italienne.

Une partie de la "gauche de gouvernement" se retrouvait des deux côtés, dans les manifestations et chez la force de répression étatique. Combien d'hommes politiques, d'hommes d'Etat, de syndicalistes, de gauche comme de droite, ne jouent ils pas sur les deux tableaux occupant tout à la fois des postes de pouvoir tout en étant membres d'*Attac*, de *Greenpeace* ou d'autres associations du même ordre ? C'est une manifestation de ce que traditionnellement nous appelons l'opportunisme.

C'est à ce genre de débordement opportuniste que l'on a pu assister, lors du dernier sommet de Porto Alegre, fin janvier/début février 2002, où ont conflué dans cette ville du Brésil des centaines de "personnalités" politiques du monde entier en manque de notoriété et d'électeurs. Rien que pour la France, on a dénombré six ministres, trois candidats à l'élection présidentielle, le maire de Paris, le numéro un du PS, le numéro deux du RPR, des dizaines de parlementaires, de conseillers... et un considérable contingent d'intellectuels "critiques".

Celui-ci faisait suite à l'œcuménisme patriotique de ce mouvement tel qu'il s'est révélé lors de la manifestation du 14 décembre 2001 à Bruxelles où l'on retrouvait dans le même défilé (bien qu'avec étanchéité entre les cortèges) et sur les mêmes objectifs politiques déclarés les fascistes xénophobes flamingants du *Vlaamse Blok*, les anarchistes du *Black Block*, plusieurs organisations chrétiennes, les syndicats de toutes obédiences, les staliniens et les sociaux démocrates. Le mouvement anti-mondialisation prend un caractère de plus en plus national et nationaliste.

## **POUR LE COMMUNISME**

Dès le *Manifeste du Parti Communiste*, en 1847, Marx et Engels avaient salué l'œuvre unificatrice et la dimension mondiale du capital comme conditions de la révolution communiste. Presque deux siècles plus tard, cette condition, avec les contradictions insolubles qu'elle engendre, est pleinement remplie. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Cela n'est pas le cas des anti-mondialistes qui, au contraire, préfèrent dépoussiérer les idéologies socialistes bourgeoises du repli nationaliste et du retour vers un mythique capitalisme plus humain et équitable. L'instant de gloire dont elles bénéficient s'explique par l'absence politique criante du prolétariat.

<sup>15</sup> Attac : Lettre de septembre 2001.

Malheureusement, pour l'heure, ce dernier a laissé le champ libre à toutes sortes d'idéologies interclassistes et "*citoyennes*", dont l'anti-mondialisation. Ce mouvement s'adresse en effet à la conscience des individus et pas à celle de la classe ouvrière. C'est la caricature d'un réel mouvement de combat, un substitut qui contribue à renforcer la démoralisation et la passivité des travailleurs. "*Les philanthropes veulent donc conserver les catégories qui expriment les rapports bourgeois, sans avoir l'antagonisme qui les constitue et qui en est inséparable. Ils s'imaginent combattre sérieusement la pratique bourgeoise, et ils sont plus bourgeois que les autres.*"<sup>16</sup>

Mais le mouvement du capital se poursuit, reproduisant chaque fois à une échelle élargie ses contradictions fondamentales et donc la possibilité réelle de leur dépassement. C'est justement dans le procès de généralisation de son mode de production propre à l'échelle de toute la planète que réside la création sans cesse renouvelée d'une classe mondiale, ayant partout les mêmes intérêts et les mêmes ennemis. Cette classe, porteuse du futur de l'humanité, se fixe comme seul horizon la lutte contre le capitalisme dans sa totalité. Cette classe spéciale, qui, pour l'instant, n'apparaît que trop rarement pour elle-même, c'est le prolétariat.

Le prolétariat mondial – issu du mode de production capitaliste – est la seule force sociale capable de déraciner ce mode de production et, avec lui, tous les modes de productions fondés sur l'existence de classes. Il est le seul vecteur possible de la révolution communiste. Ce n'est certes pas nouveau mais c'est toujours d'actualité.

*Bruxelles-Paris, le 04 avril 2002*

Nota :

ce texte est une version extraite d'un texte long à paraître dans la revue *Mouvement Communiste* n°10.

Pour toute correspondance : écrire, sans autre mention, à B.P. 1666, Centre Monnaie, Bruxelles.
---

---

<sup>16</sup> Marx : *Misère de la philosophie*, Editions Sociales, 1846-47; p.133.